



**PROCES-VERBAL  
COMITE SYNDICAL DU SYTEPOL  
DU 5 DECEMBRE 2023**



## PROCES VERBAL COMITE SYNDICAL Mardi 5 décembre 2023

*L'an deux mille vingt-trois le mardi cinq décembre à dix heures trente, le comité syndical du Syndicat de transport d'eau potable de l'Ouest de Limoges (SYTEPOL), légalement convoqué le 29 novembre 2023, par le Président, s'est réuni en séance publique au siège du SYTEPOL, 19 rue Bernard Palissy, salle Gérard Vandenbroucke, à Limoges, sous la présidence de M. Philippe JANICOT, Président.*

*M. Christian VIMPERE, désigné au scrutin de l'ouverture de la séance, remplit les fonctions de secrétaire.*

**Etaient présents :**

M. Jean DUCHAMBON, M. Jean-Claude DUPUY, M. Philippe JANICOT, M. Maurice LEBOUTET, Mme Nathalie PUDELKO, M. Pascal THEILLET, M. Christian VIMPERE

**Absent excusé avec délégation de vote :**

M. Gaston CHASSAIN donne pouvoirs à M. Maurice LEBOUTET  
M. Rémy VIROULAUD donne pouvoirs à M. Philippe JANICOT

**Absents excusés représentés par un suppléant :**

M. Pierre ALLARD est représenté par Mme Eliane CROCI  
Mme Annie DARDILHAC est représentée par Mme Valérie PARPEIX

**Absent :**



M. Claude BRUNAUD

Le Président a constaté que la condition de quorum posée à l'article L2121-17 du Code général des collectivités territoriales était remplie durant la séance du comité syndical.

**APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU  
5 DECEMBRE 2023 EN SEANCE DU COMITE SYNDICAL DU 24 JANVIER 2024**

Le présent procès-verbal n'a pas fait l'objet de remarques et a été approuvé à l'unanimité lors de la séance du comité syndical du 24 janvier 2024.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, ledit procès-verbal est arrêté au commencement de la séance du comité syndical suivant et signé par le Président et le ou les secrétaires de séance. Ce dernier est mis à disposition du public, de manière gratuite, au siège du SYTEPOL – 19 rue Bernard Palissy, 87031 Limoges.

Le secrétaire de séance,  Christian VIMPERE  	Le Président,  Philippe JANICOT  
--	--

## Rappel de l'ordre du jour

**POINT I - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU  
COMITE SYNDICAL DU 26 SEPTEMBRE 2023**

**POINT II - DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**

1. Débat d'orientations budgétaires 2024
2. Autorisation de mandatement des dépenses de fonctionnement et d'investissement avant le vote du budget primitif 2024
3. Tarif de transport du m3 d'eau potable année 2024
4. Compte rendu au comité syndical de diverses décisions

## POINT I – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU COMITE SYNDICAL DU 26 SEPTEMBRE 2023

*Le procès-verbal du comité syndical du 26 septembre 2023 est soumis par le Président à l'approbation du comité.*

*Aucune observation n'étant faite, il est adopté à l'unanimité.*

## POINT II – DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL

### N°1 - Débat d'orientations budgétaires 2024

M. Philippe JANICOT, rapporteur s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Le Syndicat de transport d'eau potable de l'Ouest de Limoges (SYTEPOL), a été créé par arrêté préfectoral du 28 décembre 2006 par les communes de St Junien, Rochechouart et Limoges, puis transformé en syndicat mixte par arrêté préfectoral du 17 décembre 2010, à la suite de l'adhésion du Syndicat Vienne Briance Gorre.

Dans le cadre des transferts de la compétence eau, la communauté urbaine Limoges Métropole s'est substituée à la commune de Limoges au sein du Syndicat le 31 décembre 2018, et la communauté de communes Porte Océane du Limousin (POL) s'est substituée aux communes de St Junien et Rochechouart le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le SYTEPOL présente ses orientations budgétaires pour l'exercice 2024.

### SECTION D'EXPLOITATION

#### RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	Chapitres	CA 2022	Budgété 2023	Approche CA 2023	Orientations BP 2024
70	Ventes de produits	622 791	618 000	626 337	618 000
<b>TOTAL</b>		<b>622 791</b>	<b>618 000</b>	<b>626 337</b>	<b>618 000</b>

#### DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	Chapitres	CA 2022	Budgété 2023	Approche CA 2023	Orientations BP 2024
011	Charges à caractère général	54 490	113 300	84 888	126 500
012	Charges de personnel	47 390	59 800	57 635	73 500
65	Autres charges de gestion	1	5	0	10
66	Charges financières	142 537	127 600	127 600	111 900
<b>TOTAL</b>		<b>244 417</b>	<b>300 705</b>	<b>270 123</b>	<b>311 910</b>

### Approche de l'exercice 2023 :

La principale recette de fonctionnement est le produit de la prestation de transport facturée aux membres du SYTEPOL. Elle est estimée au 31/12/2023 à 626 000 € et concerne les volumes garantis de 2023 au tarif de 0,300 € HT le m<sup>3</sup> ainsi que la régularisation des dépassements de seuil de 2022.

Ces recettes permettent de financer les charges d'exploitation estimées à :

- charges à caractère général : 84 888 €
- charges de personnel : 57 635 €
- intérêts de la dette : 127 600 €.

### Prévisions pour l'exercice 2024 :

Le tarif 2024 proposé reste identique à celui de 2023, soit 0,300 € HT le m<sup>3</sup>.

Avec un volume facturé de 2 060 000 m<sup>3</sup>, la recette pourrait représenter 618 000 €, le volume facturé étant celui garanti par les statuts du Syndicat.

Les charges réelles de fonctionnement concerneraient :

- les charges à caractère général : 126 500 € (énergie, entretien et réparations, fournitures et assurances),
- le remboursement du personnel mis à disposition : 73 500 €,
- les intérêts d'emprunt : 111 900 €.

## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**

	Chapitres	CA 2022	Budgété 2023	Approche CA 2023	Orientations BP 2024
10	Dotations, fonds divers	210 191	234 356	234 356	
16	Emprunts et dettes assimilés		132 600		127 100
<b>TOTAL</b>		<b>210 191</b>	<b>366 956</b>	<b>234 356</b>	<b>127 100</b>

### **DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**

	Chapitres	CA 2022	Budgété 2023	Approche CA 2023	Orientations BP 2024
16	Emprunts et dettes assimilés	373 544	1 026 853	385 900	398 700
20	Immobilisations incorporelles		6 000	5 778	3 500
21	Immobilisations corporelles	30 033	84 566	29 465	21 000
23	Immobilisations en cours	25 450	51 600	5 000	10 000
<b>TOTAL</b>		<b>429 026</b>	<b>1 169 020</b>	<b>426 143</b>	<b>433 200</b>

### Approche de l'exercice 2023 :

En matière d'investissement, les dépenses réelles atteindraient 426 000 €, comprenant notamment l'annuité de la dette en capital (385 900 €), et des acquisitions de matériel.

### Prévisions pour l'exercice 2024 :

Les dépenses réelles d'investissements concerneraient principalement :

- le remboursement du capital de la dette : 398 700 €
- l'achat de matériel pour les réseaux et de matériel électrique : 21 000 €
- des travaux d'aménagement : 10 000 €

### **RESULTATS PREVISIONNELS AU 31/12/2023**

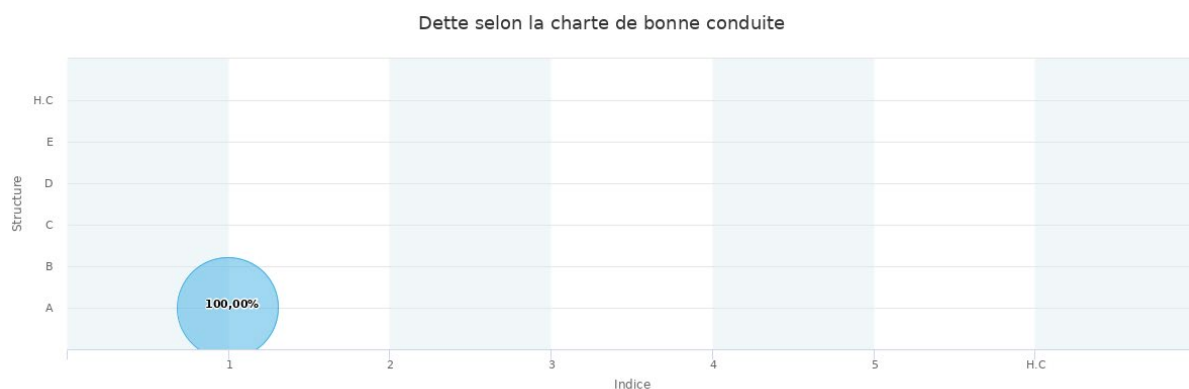
SECTION DE FONCTIONNEMENT	
<i>Résultat prévisionnel de l'exercice</i>	<i>356 214 €</i>
<i>Résultat reporté</i>	<i>709 558 €</i>
<i>Résultat prévisionnel cumulé</i>	<i>1 065 772 €</i>

SECTION D'INVESTISSEMENT	
<i>Résultat prévisionnel de l'exercice</i>	<i>-191 787 €</i>
<i>Résultat reporté</i>	<i>-224 789 €</i>
<i>Résultat prévisionnel cumulé</i>	<i>-416 576 €</i>

<i>Résultat prévisionnel cumulé total</i>	<i>649 196 €</i>
---	------------------

### **LA DETTE DU SYTEPOL**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'encours de dette du SYTEPOL est estimé à 3 174 705 €. Il est intégralement composé de prêts à taux fixe classés 1A sur la charte Gissler.



Le profil d'extinction de la dette du SYTEPOL :



Le comité syndical prend acte du déroulement de ce débat d'orientations budgétaires 2024.

**Adopté à l'unanimité.**

#### **Mme PARPEIX**

Une remarque à propos du transport de l'eau, un contrat avait initialement été conclu, mais aujourd'hui, on s'aperçoit quand même que les dépenses en matière d'eau ont diminué du fait de la réalisation des travaux notamment sur Rochechouart, et par conséquent, il n'est pas demandé de diminuer expressément le coût lié à ce contrat de transport, mais en tout cas essayer peut être d'y réfléchir prochainement, puisque forcément cela va être révisé à la baisse, c'est déjà le cas, mais cela risque d'être marqué dans les années futures. C'est une possibilité, en fonction de ce que peut faire le SYTEPOL bien évidemment, ce n'est pas une obligation en tant que telle, on m'a demandé d'en parler.

#### **M. JANICOT**

Je dirais que ce tarif a été calculé par rapport à une dette en cours, qui est malgré tout saine. Si on baisse les recettes, automatiquement, cela aura un impact sur la dette. Je pense donc qu'on a une maîtrise de la dette parce qu'on a fléchi sur un certain temps un nombre de mètres cubes conventionnés. Politiquement, c'est ce que je dirais, en revanche c'est un sujet qui pourrait être débattu à un moment donné. Je laisse Marie compléter techniquement mes propos. On a plus de dépenses au début et avec le temps cela diminue, c'est logique ; le global des travaux a été échelonné sur le long terme et a été lissé.

#### **Mme CROUZOLON**

Le financement du SYTEPOL repose bien sûr sur l'ensemble des volumes, et aujourd'hui il y a 3 utilisateurs avec des volumes garantis. Depuis que Rochechouart et Saint-Junien ont transféré leur compétence eau et que c'est la communauté de communes POL qui est membre du SYTEPOL, on a justement déjà fait attention à cela, en abaissant un petit peu le volume d'engagement de POL et en ayant relevé un petit peu plus celui de Limoges Métropole au vu des réels besoins, des évolutions, etc. Eventuellement, nous pourrions regarder et discuter pour ajuster les réels besoins, mais effectivement à un moment donné c'est un travail collégial.



**M. JANICOT**

Pour compléter, il faut quand même rappeler que nous avons de l'investissement, mais il ne faut pas oublier que l'on a aussi du fonctionnement. Le nerf de la guerre aujourd'hui, c'est que si l'on souhaite être efficace et avoir un réseau de qualité, il ne faut pas attendre que l'on ait des soucis pour qu'après on subisse des frais importants. On voit bien le pourcentage de fuites que l'on doit limiter au maximum. C'est un réseau assez récent, ce qui n'empêche pas que l'on doit toujours être réactifs, pour permettre d'éviter du gaspillage, et ça relève d'une certaine maîtrise du fonctionnement. Et pour y parvenir, il faut que nous ayons un minimum de finances. C'est un débat que l'on pourrait partager, mais à mon avis, même s'il ne s'agit ici que du transport, en parallèle au transport il y a quand même du fonctionnement, il y a pas mal de choses qui vont avec, et malgré tout, ça a un impact sur le prix du mètre cube. Pour moi, faire le choix de ne pas augmenter aujourd'hui comme on le fait, où maîtriser fortement, cette valeur du mètre cube, je trouve que c'est un garant, et quelque part un retour sur quelque chose de très maîtrisé. Nous pourrions augmenter, mais nous ne le faisons pas car nous ne le jugeons pas utile, et c'est un gain en cette période où tous les prix augmentent.

**Mme PARPEIX**

C'est un équilibre et cela s'entend.

**Mme CROUZOLON**

Nous pourrions regarder les chiffres à la fin de l'année 2023 afin de voir comment chacun se situe, et effectivement si certains payent alors qu'ils n'utilisent pas totalement les volumes prévus, il faut l'exposer en sachant que si jamais il y a des recettes supplémentaires, c'est une sécurité supplémentaire pour le budget.

**M. LEBOUTET**

Si l'on modifie les volumes, nous VBG, on interviendra. Maintenant, la façon d'utiliser l'eau a évolué car les gens consomment moins, donc, nous, on peine à acheter nos 900 000 m<sup>3</sup>. Donc si on touche pour les uns, il faudra penser à nous. Je vous le dis parce que la question m'a été posée à un comité syndical.

**M. JANICOT**

D'accord, ça c'est important.

**M. LEBOUTET**

Cela étant, je pense que les dépenses correspondent en grande partie aux remboursements d'emprunts, qui correspondent à des travaux dont nous sommes satisfaits, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui.

**M. THEILLET**

Nous pourrions en discuter en 2030.

### **M. JANICOT**

Ce sujet est très important pour l'avenir. Pour rebondir là-dessus, s'est récemment tenue une réunion avec le préfet afin de discuter de la gestion de la ressource au niveau départemental. Nous voyons bien le rôle très important du SYTEPOL qui couvre les deux tiers de nos habitants sur le département en alimentation en eau. Il y aura un débat à avoir sur la question suivante : est-ce qu'il serait judicieux de baisser nos coûts de transports aujourd'hui, sachant que l'on sait qu'à l'avenir cela sera plus cher ? Il y a donc intérêt à mener une réflexion pour l'anticipation de l'avenir, parce que si aujourd'hui on faisait ce choix, la marche risquerait d'être haute à franchir. Nous avons vu ce qu'il s'est passé avec l'énergie, et la situation de l'eau, nous ne savons pas quand, risque d'être à peu près similaire. Je crois qu'il vaut mieux que l'on anticipe avec une très bonne gestion et l'expliquer aux usagers, parce que pour la même ressource le but est d'alimenter plus de monde, mais cela ne va pas être gratuit, parce qu'on le sait très bien, suite à un échange que j'ai eu avec les services, les personnes qui ont besoin d'être alimentées sont moins nombreuses, il faut plus de kilométrage pour y accéder, donc cela va être beaucoup plus coûteux, et c'est là que nous sommes dans la solidarité d'alimentation, et à mon sens cela s'anticipe car cela va être très compliqué. La réflexion de fond est très intéressante mais très sensible.

### **M. THEILLET**

S'il n'y avait pas eu le SYTEPOL, il aurait fallu faire une station de traitement voir deux, peut-être. Lorsque l'on s'aperçoit ce que coûte une station de traitement... Je dirais que ceux qui ont créé le SYTEPOL ont vu l'avenir, et je crois que l'on peut tous se féliciter quelle que soit la collectivité, du très bon choix qui a été fait à l'époque. Quand aux stations qu'il aurait fallu faire,... Nous en refaisons une au niveau de VBG aujourd'hui sur Solignac à hauteur de 8,5 M€. Nous avons une source de production unique sur la Bastide, c'est fabuleux.

### **M. DUCHAMBON**

Le calcul me paraît simple, car le calcul de base porte sur un équilibre financier par rapport à une consommation, à un volume qui doit rester constant par rapport à ce volume financier. Enfin, le calcul a été fait, demander une baisse des tarifs me paraît actuellement impossible étant donné que, même politiquement, on va avoir à porter au niveau de nos administrés, je dirais une notion économe de la ressource. Cela va être terrible, on va demander aux gens de moins consommer, ceux qui vont moins consommer vont payer finalement moins cher, c'est ce que l'on a voté la semaine dernière par rapport à certaines tranches, mais cela ne veut pas dire que cela va faire diminuer le coût de l'eau. Pour ceux qui connaissent l'histoire, au niveau de Rochechouart et de Saint-Junien, je pense que le SYTEPOL a été le sauveteur du territoire par rapport à la ressource en eau qui n'était pas consommable sur le territoire concerné.

### **M. JANICOT**

Voilà, en tous cas c'est important d'échanger sur ce genre de sujets et de remettre les éléments dans leur contexte, pour comprendre le pourquoi, les stratégies, la direction dans laquelle on souhaite aller.

### **Mme PARPEIX**

Merci beaucoup.

## **N°2 - Autorisation de mandatement des dépenses de fonctionnement et d'investissement avant le vote du budget primitif 2024**

Mme Valérie PARPEIX, rapporteur s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales organise les conditions d'exécution budgétaire de début d'exercice dans le cas où le budget d'un syndicat n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique.

D'une part, l'exécutif du syndicat est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

D'autre part, l'exécutif du syndicat peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses de la section d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Par ailleurs, les dépenses d'investissement ayant fait l'objet d'un engagement juridique en application de crédits ouverts sur l'exercice 2023, sont reportées.

Afin de permettre le fonctionnement normal budgétaire et comptable du SYTEPOL dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le comité syndical décide :

- d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent telles que présentées en annexe ;
- d'autoriser à compter du 1er janvier 2024, la reconduction des crédits reportés sur les programmes d'investissement tels que définis précédemment et qui feront l'objet d'un état dès la clôture de l'exercice.

**Adopté à l'unanimité.**

### **N°3 - Tarif de transport du m<sup>3</sup> d'eau potable année 2024**

M. Maurice LEBOUTET, rapporteur s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Il convient de fixer le tarif du m<sup>3</sup> transporté, pour l'année 2024, afin que le SYTEPOL perçoive des recettes proportionnelles aux volumes transportés dans les conditions prévues par les statuts.

Afin d'assurer l'équilibre du budget 2024, et au regard des volumes prévisionnels mis en œuvre, le tarif 2023 pourrait être maintenu à l'identique pour l'année 2024.

Le tarif proposé s'établirait donc à 0,300 € HT le m<sup>3</sup>.

Le comité syndical décide :

- d'approuver ce tarif et sa mise en application à compter du 1er janvier 2024.

### **Adopté à l'unanimité**

#### **M. JANICOT**

Je souhaitais revenir sur ce sujet et vous tenir informés. Nous avons récemment abordé le sujet de la gestion de la ressource avec le préfet, je pense qu'il y a une évolution de la gestion des ressources et au-delà de la gestion des ressources du département. Ce sujet a commencé à être abordé en réflexion de bassin, ce qui me paraît logique. C'est bien que l'on raisonne comme cela.

#### **M. THEILLET**

C'est très bien.

#### **M. JANICOT**

C'est intelligent. Et je repense à deux choses, je repense au fait que nous avons bien pensé chacun à une gestion globale de ces ressources à l'échelle du « bassin » ce qui est vraiment intéressant et cohérent, et ce que je note aussi, qui a été relevé par la presse, cela s'est fait dans un climat très apaisé parce que l'on sait qu'à terme les relations peuvent se tendre. Lorsque l'on va avoir des périodes compliquées, avec des secteurs où le préfet a relevé tant de communes qui ont été « citernées », - c'est le terme qu'il a employé -, parce qu'elles n'avaient plus d'eau potable et il a fallu amener de l'eau de manière différente, par citerne par exemple, cela montre qu'il va y avoir des tensions au fur et à mesure, et qu'il risque d'y avoir des tensions relationnelles entre collectivités aussi par rapport au partage de la ressource. Au plus tôt on abordera ce sujet ensemble, dans une période encore aujourd'hui acceptable, au mieux ce sera. Donc voilà, la discussion a lieu dans un climat très apaisé, j'espère que l'on pourra continuer en ce sens et trouver surtout de meilleures solutions pour nous tous et nos administrés.

## M. DUCHAMBON

L'important, c'était aussi de pointer du doigt l'organisation des territoires en termes de délégation de compétences, c'est-à-dire que les communes n'auront plus cette compétence dans les années qui viennent, en 2026, mais ce seront les EPCI qui seront compétents. Après, charge à ces derniers de déléguer, le préfet à d'ailleurs bien précisé que pour apaiser un peu l'organisation territoriale, cela pouvait être des syndicats, une agglomération qui avait délégation, etc.

## M. JANICOT

Merci Jean pour ces précisions.

### N°4 - Compte rendu au comité syndical de diverses décisions

M. Philippe JANICOT, rapporteur s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

J'ai l'honneur de vous rendre compte des décisions que j'ai été amené à prendre en vertu de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

#### Achats de gré à gré inférieurs à 40 000 € HT avec ou sans mise en concurrence

Ancien article 30-I-8° du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics repris par l'article R.2122-8 du Code de la commande publique : « *L'acheteur veille à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin* ».

ANNEE	PROCEDURE	N° DE DOSSIER	OBJET DE L'ACHAT	MONTANT REEL HT	ATTRIBUTAIRE	CP
2023	A	5003	Achat de certificats de signature électronique	315,00 €	DOCAPOST	94200
2023	A	5004	Vérification du maintien en état de conformité des installations électriques ERT	294,91 €	APAVE EXPLOITATION	92412
2023	A	5005	Achat d'un servomoteur en secours pour la régulation hydraulique du réseau d'alimentation en eau potable du SYTEPOL	5 322,00 €	AUMA	95157

Le comité syndical décide :

- de prendre acte de ce compte rendu.

**Adopté à l'unanimité.**

La séance est levée à 10 : 56.